

87.02	Terugbetaling van studieleningen (cf. O.A. 47 - A.P. 10 - V.K. 82.03).....	491		491
	Totaal voor sector III	883		883
	TOTAAL VOOR TITEL II	5.738	-62	5.676
	ALGEMEEN TOTAAL.....	7.466.374	1.301	- 101.343
	onderverdeeld in :			
	Ontvangsten met een speciale bestemming :	106.766	1.301	108.067
	Andere middelen :	7.359.608	- 101.343	7.258.265

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3441

[2006/202844]

19 JUILLET 2006. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, en ce qui concerne la Société wallonne des eaux

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications au Livre II du Code de l'Environnement

Article 1^{er}. A l'article D.346, alinéa 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "Société wallonne des Eaux" sont remplacés par les mots "Société wallonne des eaux".

Art. 2. 1^o A l'article D.347, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots "ou de droit privé" sont supprimés.

2^o L'article D.347 du même Livre est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« L'adhésion d'une commune à la société emporte de plein droit dessaisissement à titre exclusif envers la société par cette commune de sa compétence en matière de service public de production et/ou de distribution d'eau sur le territoire géographique concerné. »

Art. 3. 1^o A l'article D.349, alinéa 2, du même Livre, les mots "et leurs modifications" sont ajoutés après les mots "les statuts".

2^o L'article D.349, alinéa 3, du même Livre est abrogé.

Art. 4. A l'article D.351 du même Livre, les mots "personne de droit public" sont supprimés.

Art. 5 L'article D.353 du même Livre est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. D.353. § 1^{er}.* Les missions de service public de la société qui s'exercent exclusivement sur le territoire de la Région wallonne sont :

1^o la production d'eau;

2^o la distribution d'eau par canalisations;

3^o la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la S.P.G.E. par l'article D.332, § 2, 2^o;

4^o la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;

5^o l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques.

Pour l'accomplissement de ces missions, la société peut procéder à l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire.

Par "infrastructure", on entend notamment l'ensemble des équipements de captage, d'adduction, d'emmagasinement (châteaux d'eau, réservoirs ...), de refoulement, de pompage, de traitement, de distribution, de comptage et leurs accessoires, ainsi que les terrains où ils se situent, y compris les emprises en sous-sol et les servitudes dont la société est titulaire.

§ 2. Les missions de service public de la société, qui peuvent également s'exercer en dehors du territoire de la Région wallonne, en coordination avec les organismes régionaux compétents en la matière, notamment l'AWEx et la Direction générale des Relations extérieures, sont :

1^o la valorisation du savoir-faire wallon dans le secteur de la production et de la distribution d'eau, en veillant à éviter les risques industriels, commerciaux ou financiers;

2^o les prestations de nature humanitaire ou d'aide au développement en matière d'approvisionnement et d'accès à l'eau potable dans le cadre de programmes de coopération.

§ 3. La mise en œuvre des missions de service public de la société ne porte pas atteinte aux intérêts des opérateurs établis en Région wallonne qui exercent une activité de nature similaire. »

Art. 6. L'intitulé "Sous-section première - Définition et contenu" de la section 3 - Contrat de gestion, du chapitre II, du titre III, de la partie III, du même Livre est supprimé.

Art. 7. L'article D.354 du même Livre est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. D.354.* Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la société exerce les missions de service public qui lui sont confiées sont déterminés dans un contrat de gestion conclu pour une durée de cinq ans, entre la Région wallonne et la société. »

Art. 8 L'intitulé "Sous-section 2 - Conclusion, approbation, fin et renouvellement" de la section 3 - Contrat de gestion, du chapitre II, du titre III, de la partie III, du même Livre est supprimé.

Art. 9. L'article D.355 du même Livre est abrogé.

Art. 10. L'article D.356 du même Livre est abrogé.

Art. 11. L'article D.358 du même Livre est abrogé.

Art. 12. L'article D.361 du même Livre est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. D.361.* La société, sur décision de l'assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées et pour autant que le total des votes positifs émis par les associés communaux représente la majorité absolue des suffrages exprimés par ceux-ci, peut céder, aux conditions qu'elle détermine, à une commune ou à une intercommunale ayant un objet social similaire à celui de la société et moyennant son accord explicite, tout ou partie de son infrastructure de distribution.

Cette cession est soumise à l'approbation du Gouvernement wallon. Le Gouvernement dispose de soixante jours pour se prononcer à compter de la réception de la demande qui lui est adressée par la société.

A défaut de décision du Gouvernement dans ce délai, la cession est réputée approuvée. »

Art. 13. 1° L'article D.363, § 3, du même Livre est complété par la disposition suivante :

« A défaut, la décision est réputée approuvée. »

2° Le § 4 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les représentants de la société dans les sociétés, associations ou institutions dans lesquelles la S.W.D.E. a pris une participation sont désignés par le conseil d'administration parmi les administrateurs, les membres du comité de direction et les membres du personnel de la société. »

3° Au § 5, dernier alinéa, du même article, les mots "de directeur général, de directeur général adjoint" sont remplacés par les mots "de membre du comité de direction".

4° Le § 6, alinéas 1^{er} et 2, du même article sont remplacés par la disposition suivante :

« Lorsque la société décide d'associer une société, une association ou une institution où elle a une prise de participation, à la mise en œuvre de ses missions de service public, la participation directe ou indirecte des autorités publiques dans cette société doit excéder 50 % du capital et donner droit statutairement à plus de 50 % des voix et des mandats dans tous les organes de la société concernée.

La société, l'association ou l'institution qui, conformément à l'alinéa 1^{er}, se voit confier la mise en œuvre de tout ou partie des missions de service public visées à l'article D.353 bénéficie des dispositions prévues à l'article D.348. »

5° Le § 7 du même article est abrogé.

Art. 14. 1° A l'article D.365, § 4, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots "et au conseil d'exploitation" sont ajoutés après les mots "au comité de direction". Au point 2° de l'alinéa 1^{er} de ce même paragraphe, les mots "tous les pouvoirs" sont remplacés par le mot "ceux".

2° A l'article D.365, § 4, alinéa 2, du même Livre, les mots "et leur durée" sont ajoutés après les mots "par cette délégation".

Art. 15. 1° Le § 1^{er}, alinéa 3, de l'article D.366 du même Livre est remplacé par la disposition suivante :

« Neuf administrateurs sont élus par l'assemblée générale, parmi les membres des conseils d'exploitation, à raison d'un administrateur au moins, par succursale d'exploitation constituée à la date du renouvellement du conseil d'administration.

Huit administrateurs sont nommés par le Gouvernement, dont deux sur proposition de la S.P.G.E. »

2° Le § 2 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les membres du conseil d'administration nommés par le Gouvernement sont désignés pour un mandat renouvelable de cinq ans.

Le mandat des membres du conseil d'administration nommés par l'assemblée générale a une durée de six ans. Ils sont désignés lors de la première assemblée générale qui suit les élections provinciales et communales. »

3° Au § 3 du même article, les mots "proportionnelle déterminée par le" sont remplacés par les mots "prévue au".

4° Le § 4 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le Gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président. Deux vice-présidents sont désignés par le conseil d'administration en son sein. Une de ces trois fonctions au moins est réservée à un membre du conseil d'administration élu par l'assemblée générale. Les statuts arrêtent les règles relatives à leurs compétences respectives. »

5° Au § 5, alinéa 2, du même article, les mots "Le président" sont remplacés par les mots "Tout administrateur" et les mots "et des agents de la société" sont supprimés.

6° Au § 6, alinéa 2, du même article, les mots "d'un conseil communal, ou bourgmestre" sont remplacés par les mots "d'un conseil communal, échevin ou bourgmestre".

Art. 16. 1° A l'article D.368, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots "d'un directeur général qui le préside et de deux directeurs généraux adjoints" sont remplacés par les mots "de cinq membres au maximum, dont un président".

2° Au même article, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Les délibérations du comité de direction sont collégiales. Les statuts de la société fixent les modalités d'adoption des décisions du comité de direction. »

Art. 17. L'intitulé "Sous-section 4 - Services, comités consultatifs et comités de zone" de la section 6 - Administration, du chapitre II, du titre III, de la partie III, du même Livre est remplacé par l'intitulé "Sous-section 4 - Succursales d'exploitation et conseils d'exploitation."

Art. 18. L'article D.371 du même Livre est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. D.371.* Pour assurer sa mission de service public de distribution d'eau, la société constitue huit succursales d'exploitation couvrant le territoire qu'elle dessert sur un ou plusieurs sous-bassins hydrographiques.

Les limites géographiques des succursales sont fixées par les statuts.

Chaque commune associée ne peut relever du ressort que d'une seule succursale d'exploitation.

Le rattachement à un sous-bassin hydrographique lorsque le territoire d'une commune s'étend sur deux ou plusieurs sous-bassins est fixé sur la base du plus grand nombre de compteurs.

Nonobstant leur appartenance à des sous-bassins hydrographiques différents, la gestion des communes associées situées en Communauté germanophone peut relever du ressort d'une même succursale d'exploitation. »

Art. 19. L'article D.372 du même Livre est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. D.372. § 1^{er}.* Chaque succursale d'exploitation est dirigée par un conseil d'exploitation composé d'au moins un membre par commune qui relève du ressort de la succursale d'exploitation en question.

Le conseil d'exploitation peut désigner un comité exécutif et lui déléguer certaines de ses compétences.

En vue de la préparation de ses décisions, le conseil d'exploitation peut constituer en son sein des comités spécialisés d'avis en fonction de secteurs géographiques qu'il détermine.

La gestion journalière de chaque succursale ainsi que l'exécution des décisions du conseil d'exploitation et du comité exécutif sont assurées par un membre du comité de direction agissant au nom et pour compte de ce comité.

Ce membre du comité de direction assure le secrétariat du conseil d'exploitation.

Le conseil d'administration de la société désigne le président parmi les membres du conseil d'exploitation.

Le premier vice-président et le deuxième vice-président sont désignés par le conseil d'exploitation en son sein.

§ 2. Le choix par les communes de leurs représentants au sein du conseil d'exploitation et la composition du comité exécutif sont soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Les représentants des communes sont désignés à la proportionnelle de l'appartenance politique de l'ensemble des conseils communaux des communes du ressort de la succursale d'exploitation concernée, en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement. Pour le calcul de cette proportionnelle, le poids de chaque associé communal sera pondéré en fonction du nombre de compteurs desservis sur la commune.

§ 3. Le conseil d'exploitation dispose des compétences suivantes :

a. de plein droit :

— proposer au conseil d'administration un plan d'actions pour garantir la réalisation des objectifs du contrat de gestion en ce compris le projet de programme annuel ou pluriannuel des investissements de la succursale;

— transmettre annuellement au conseil d'administration un rapport sur les activités de la succursale;

— déterminer les travaux de distribution qui constituent le programme annuel des travaux de la succursale;

— rendre un avis sur les projets à mener dans le cadre d'une gestion intégrée du cycle de l'eau et de l'amélioration de la qualité de l'eau;

— rendre un avis sur l'implantation des services de la succursale;

b. par délégation du conseil d'administration :

— attribuer les marchés de travaux de distribution et les marchés de fourniture et de service déterminés par le conseil d'administration;

— organiser le recrutement des membres du personnel dans le cadre de la gestion quotidienne des ressources humaines et selon les règles fixées par les statuts de la société.

Le conseil d'exploitation délibère sur toute question qui lui est soumise par le conseil d'administration ou le comité de direction.

§ 4. Les statuts de la société précisent les compositions et les modalités de fonctionnement des conseils d'exploitation et des comités exécutifs. »

Art. 20. L'article D.373 du même Livre est abrogé.

Art. 21. L'article D.374 du même Livre est abrogé.

Art. 22. L'article D.375 du même Livre est abrogé.

Art. 23. L'article D.376 du même Livre est abrogé.

Art. 24. L'article D.377 du même Livre est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. D.377.* La société est soumise au contrôle du Gouvernement à l'intervention de deux commissaires qui agissent individuellement ou conjointement.

Les commissaires du Gouvernement assistent à toutes les réunions du conseil d'administration de la société. »

Art. 25. L'article D.378 du même Livre est abrogé.

Art. 26. 1° A l'article D.379, § 1^{er}, du même Livre, les alinéas 4, 5 et 6 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Deux des membres du collège des commissaires aux comptes, dont le président, sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés. Ils ont la qualité de commissaire-réviseur.

Le troisième membre est nommé par le Gouvernement.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans renouvelable. »

2° Au § 2 du même article, les mots "du commissaire-réviseur" sont remplacés par les mots "des commissaires-réviseurs".

Art. 27. 1° A l'article D.380, § 1^{er}, alinéa 3, du même Livre, les mots "Le Gouvernement peut arrêter des règles relatives à la forme et au contenu de cet état récapitulatif et de ce commentaire." sont supprimés.

2° Au § 2, alinéa 1^{er}, du même article, les mots "du rapport du commissaire-réviseur" sont remplacés par les mots "du rapport des commissaires-réviseurs" et les mots "des commissaires au Gouvernement" sont remplacés par les mots "des commissaires du Gouvernement".

Art. 28. 1° A l'article D.382, alinéa 1^{er}, 2°, du même Livre, les mots "dans le capital du service de production et des services de distribution" sont remplacés par les mots "dans le capital de la société".

2° L'alinéa 4 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« Les parts constitutives ne peuvent être cédées. Les autres parts d'un associé ne peuvent être cédées qu'à un autre associé. »

3° L'alinéa 5 du même article est abrogé.

Art. 29. L'article D.384 du même Livre est abrogé.

Art. 30. L'article D.385, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Livre est abrogé.

Art. 31. A l'article D.386, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots "au 31 décembre 2000" sont supprimés.

Art. 32. L'article D.387, § 3, du même Livre est abrogé.

Art. 33. A l'article D.388, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots "En contrepartie au transfert" sont remplacés par les mots "En contrepartie du transfert" et les mots "aux articles D.384 à D.386" sont remplacés par les mots "aux articles D.385 et D.386".

Art. 34. A l'article D.389 du même Livre, les mots "aux articles D.384 et D.386" sont remplacés par les mots "à l'article D.386".

Art. 35. L'article D.390 du même Livre est abrogé.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 36. Les conseils d'exploitation visés à l'article D.372 du Livre II du Code de l'Environnement sont installés au plus tard le 31 mars 2007. L'exercice effectif de leurs compétences débute à la date fixée par le conseil d'administration.

Art. 37. Les membres du comité de direction nommés par arrêté du Gouvernement du 26 avril 2001 restent en fonction jusqu'à l'échéance de leur mandat. Ils conservent, le cas échéant, leur qualité de membre du personnel de la Société wallonne des eaux à l'échéance de leur mandat.

Dès l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement peut procéder à la nomination d'un ou de deux membres du comité de direction de la Société wallonne des eaux conformément à l'article D.368 du Livre II du Code de l'Environnement, pour un mandat de six ans prenant cours à la date de leur nomination.

Art. 38. Le collège des commissaires en place à la Société wallonne des eaux à la date d'entrée en vigueur du présent décret reste en place jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 418 (2005-2006), n^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance publique du 19 juillet 2006.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3441

[2006/202844]

19. JULI 2006 — Dekret zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, betreffend die "Société wallonne des Eaux" (Wallonische Wassergesellschaft)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen im Buch II des Umweltgesetzbuches*

Artikel 1 - In Artikel D.346 Absatz 1 des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "Société wallonne des Eaux" durch die Wörter "Société wallonne des eaux" ersetzt.

Art. 2 - 1° In Artikel D.347 Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "bzw. privaten" gestrichen.

2° Artikel D.347 desselben Buches wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Beitritt einer Gemeinde zu der Gesellschaft führt dazu, dass diese Gemeinde entgegen der Gesellschaft von Rechts wegen ihre Zuständigkeit in Sachen öffentlicher Dienst im Bereich der Wassergewinnung und /oder -versorgung abtritt.»

Art. 3 - 1° In Artikel D.349 Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter "und ihre Abänderungen" hinter die Wörter "die Satzungen" gesetzt.

2° Artikel D.349 Absatz 3 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - In Artikel D.351 desselben Buches werden die Wörter "der eine Person öffentlichen Rechts ist" gestrichen.

Art. 5 - Artikel D.353 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.353 - § 1 - Die von der Gesellschaft ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeübten Aufgaben öffentlichen Dienstes sind:

1° die Wassergewinnung;

2° die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;

3° der Schutz der zu Trinkwasser aufbereitbaren Wasserressourcen im Rahmen der Aufgaben, die der S.P.G.E. ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) durch Artikel D.332 § 2 2° zugewiesen sind;

4° die Erfüllung aller Verpflichtungen, die sich aus den mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und ordnungsmäßigen Anforderungen ergeben haben;

5° die Durchführung jeglicher Aufgabe, die den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der ordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festlegung, Erhebung, Beitreibung, Befreiung und Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser anvertraut wird;

Zur Durchführung dieser Aufgaben kann die Gesellschaft die notwendige Infrastruktur erwerben, einrichten, unterhalten, verwalten und betreiben.

Unter "Infrastruktur" versteht man insbesondere die gesamten Ausstattungen zur Wassergewinnung, -zuleitung, -speicherung (Wassertürme, -speicher), zur Entleerung, zum Abpumpen, zur Behandlung, zur Versorgung und zur Zählung und deren Nebenausstattungen, sowie die Grundstücke, auf denen sie sich befinden, einschließlich Untergrundflächen und Dienstbarkeiten, von denen die Gesellschaft Inhaber ist.

§ 2 - Die Aufgaben öffentlichen Dienstes der Gesellschaft, die in Koordination mit den in dieser Angelegenheit zuständigen regionalen Einrichtungen, insbesondere mit der AWEx und der Generaldirektion der auswärtigen Beziehungen, ebenfalls außerhalb des Gebietes der Wallonischen Region ausgeführt werden können, sind:

1° die Aufwertung des wallonischen Fachwissens im Wassergewinnungs- und -versorgungssektor, wobei darauf geachtet wird, dass die industriellen, gewerblichen und finanziellen Risiken vermieden werden;

2° die Dienstleistungen humanitärer Art oder im Bereich der Entwicklungshilfe in Sachen Wasserversorgung und Zugang zu Trinkwasser im Rahmen von Zusammenarbeitsprogrammen.

§ 3 - Die Ausführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes der Gesellschaft beeinträchtigt nicht die Interessen der in der Wallonischen Region ansässigen Betreiber, die eine ähnliche Tätigkeit ausüben.»

Art. 6 - Der Titel "Unterabschnitt 1 - Begriffsbestimmung und Inhalt" des Abschnitts 3 - Geschäftsführungsvertrag, des Kapitels II, des Titels III, des Teils III desselben Buches wird gestrichen.

Art. 7 - Artikel D.354 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.354 - Die Regeln, Modalitäten und Zielsetzungen, nach denen die Gesellschaft die ihr anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführt, werden in einem Geschäftsführungsvertrag bestimmt, der für eine Dauer von fünf Jahren zwischen der Wallonischen Region und der Gesellschaft abgeschlossen wird.»

Art. 8 - Der Titel "Unterabschnitt 2 - Abschluss, Genehmigung, Ende und Erneuerung" des Abschnitts 3 - Geschäftsführungsvertrag, des Kapitels II, des Titels III, des Teils III desselben Buches wird gestrichen.

Art. 9 - Artikel D.355 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Artikel D.356 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Artikel D.358 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - Artikel D.361 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.361 - Die Gesellschaft kann auf Beschluss der Generalversammlung mit der Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen und sofern die gesamten, von den angeschlossenen Gemeinden abgegebenen Jastimmen die absolute Mehrheit der von ihnen abgegebenen Stimmen darstellen, unter den von ihr festgelegten Bedingungen einer Gemeinde oder Interkommunalen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck wie die Gesellschaft verfolgt, unter Vorbehalt ihrer ausdrücklichen Zustimmung ihre Versorgungsinfrastruktur ganz oder teilweise abtreten.

Diese Abtretung unterliegt der Genehmigung der Wallonischen Regierung. Die Regierung verfügt über sechzig Tage ab dem Erhalt des Antrags, den die Gesellschaft an sie gerichtet hat, um einen Beschluss zu fassen.

In Ermangelung eines Beschlusses seitens der Regierung innerhalb dieser Frist gilt der Antrag als genehmigt.»

Art. 13 - 1° Artikel D.363 § 3 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«In Ermangelung dessen gilt der Beschluss als genehmigt.»

2° § 4 desselben Artikels wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4. Die Vertreter der Gesellschaft in den Gesellschaften, Vereinigungen und Einrichtungen, an denen die "S.W.D.E" beteiligt ist, werden durch den Verwaltungsrat unter den Verwaltungsratsmitgliedern, den Vorstandsmitgliedern und den Personalmitgliedern der Gesellschaft bezeichnet.»

3° In § 5, letzter Absatz desselben Artikels werden die Wörter "Generaldirektor, stellvertretender Generaldirektor" durch das Wort "Vorstandsmitglied" ersetzt.

4° § 6 Absätze 1 und 2 desselben Artikels werden durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Wenn die Gesellschaft beschließt, eine Gesellschaft, Vereinigung oder Einrichtung, an der sie beteiligt ist, bei der Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes mit einzubeziehen, muss die direkte oder indirekte Beteiligung der öffentlichen Behörden an dieser Gesellschaft 50% des Kapitals überschreiten und satzungsmäßig zu mehr als 50% der Stimmen und Mandate in allen Organen der betreffenden Gesellschaft berechnen.»

Die Gesellschaft, Vereinigung oder Einrichtung, der gemäß Absatz 1 die Durchführung aller oder eines Teils der in Artikel D.353 erwähnten Aufgaben öffentlichen Dienstes anvertraut wird, kommt in den Genuss der in Artikel D.348 vorgesehenen Bestimmungen.»

5° § 7 desselben Artikels wird außer Kraft gesetzt.

Art. 14 - 1° In Artikel D.365 § 4 Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "und den Betriebsrat" hinter die Wörter "auf den Vorstand" gesetzt. In Punkt 2° des Absatzes 1 desselben Paragraphen werden die Wörter "alle Befugnisse" durch das Wort "diejenigen" ersetzt.

2° In Artikel D.365 § 4 Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter "und deren Dauer" hinter die Wörter "betroffenen Befugnisse" gesetzt.

Art. 15 - 1° § 1 Absatz 3 des Artikels D.366 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Neun Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung unter den Mitgliedern der Betriebsräte gewählt, und zwar mindestens ein Verwaltungsratsmitglied pro zum Datum der Erneuerung des Verwaltungsrats gebildete Betriebsfiliale.

Acht Verwaltungsratsmitglieder werden von der Regierung ernannt, wobei zwei von ihnen von der S.P.G.E. vorgeschlagen werden.»

2° § 2 desselben Artikels wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. Die von der Regierung ernannten Verwaltungsratsmitglieder werden für ein erneuerbares Mandat von fünf Jahren bezeichnet.

Das Mandat der von der Generalversammlung ernannten Verwaltungsratsmitglieder beträgt sechs Jahre. Sie werden im Laufe der ersten Generalversammlung bezeichnet, die auf die Provinzial- und Gemeindewahlen folgt.»

3° In § 3 desselben Artikels werden die Wörter "bestimmten Proportionalregel" durch die Wörter "vorgesehenen Regel" ersetzt.

4° § 4 desselben Artikels wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4 - Die Regierung ernennt einen Vorsitzenden unter den Verwaltungsratsmitgliedern. Zwei stellvertretende Vorsitzende werden von dem Verwaltungsrat unter dessen Vertretern bezeichnet. Mindestens eines dieser drei Ämter ist einem der von der Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder vorbehalten. In den Satzungen werden die Regeln bezüglich ihrer jeweiligen Zuständigkeiten festgesetzt.»

5° In § 5 Absatz 2 desselben Artikels werden die Wörter "der Vorsitzende" durch die Wörter "jedes Verwaltungsratsmitglied" ersetzt, wird das Wort "er" durch das Wort "es" ersetzt und werden die Wörter "und den Bediensteten der Gesellschaft" gestrichen.

6° In § 6 Absatz 2 desselben Artikels werden die Wörter "eines Gemeinderats oder Bürgermeister" durch die Wörter "eines Gemeinderats, Schöffe oder Bürgermeister" ersetzt.

Art. 16 - 1° In Artikel D.368 Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "einem Generaldirektor, der den Vorsitz führt, und zwei stellvertretenden Generaldirektoren" werden durch die Wörter "höchstens fünf Mitgliedern, worunter ein Vorsitzender," ersetzt.

2° In demselben Artikel wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Beratungen des Vorstands sind kollegial. In den Satzungen der Gesellschaft werden die Modalitäten festgelegt, nach denen die Beschlüsse des Vorstands verabschiedet werden.»

Art. 17 - Der Titel "Unterabschnitt 4 - Die Dienststellen, beratenden Ausschüsse und Gebietsausschüsse" des Abschnitts 6 - Verwaltung, des Kapitels II, des Titels III, des Teils III desselben Buches wird durch den Titel "Unterabschnitt 4 - Betriebsfilialen und Betriebsräte" ersetzt.

Art. 18 - Artikel D.371 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.371 - Zur Bewältigung ihrer Aufgabe öffentlichen Dienstes der Wasserverteilung bildet die Gesellschaft acht Betriebsfilialen, die das Gebiet decken, das sie auf einem oder mehreren Zwischeneinzugsgebieten versorgt.

Die geographischen Grenzen der Filialen werden in den Satzungen festgelegt.

Jede angeschlossene Gemeinde kann lediglich in den Zuständigkeitsbereich einer einzigen Betriebsfiliale fallen.

Wenn sich das Gebiet einer Gemeinde auf zwei oder mehrere Zwischeneinzugsgebiete erstreckt, wird die Angliederung auf der Grundlage der größten Anzahl Zähler festgelegt.

Ungeachtet der Zugehörigkeit der Gemeinden zu verschiedenen Zwischeneinzugsgebieten kann die Verwaltung der sich auf dem Gebiet der deutschsprachigen Gemeinschaft befindenden angeschlossenen Gemeinden unter die Zuständigkeit ein und derselben Betriebsfiliale fallen.»

Art. 19 - Artikel D.372 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.372 - § 1 - Jede Betriebsfiliale wird von einem Betriebsrat geleitet, der sich aus mindestens einem Mitglied pro Gemeinde zusammensetzt, die unter die Zuständigkeit der betreffenden Betriebsfiliale fällt.

Der Betriebsrat kann einen Exekutivausschuss bezeichnen und manche seiner Zuständigkeiten auf diesen übertragen.

Im Hinblick auf die Vorbereitung seiner Beschlüsse kann der Betriebsrat je nach von ihm bestimmten geographischen Sektoren aus seiner Mitte spezialisierte Begutachtungsausschüsse bilden.

Die tägliche Geschäftsführung einer jeden Filiale, sowie die Durchführung der Beschlüsse des Betriebsrats und des Exekutivausschusses werden von einem Mitglied des leitenden Ausschusses gewährleistet, das im Namen und für Rechnung dieses Ausschusses handelt.

Dieses Mitglied des leitenden Ausschusses übernimmt das Sekretariat des Betriebsrats.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bezeichnet den Vorsitzenden unter den Mitgliedern des Betriebsrats.

Der erste stellvertretende Vorsitzende und der zweite stellvertretende Vorsitzende werden von dem Betriebsrat unter dessen Mitgliedern bezeichnet.

§ 2 - Die Wahl der Gemeinden ihrer Vertreter innerhalb des Betriebsrats und die Zusammensetzung des Exekutivausschusses unterliegen der Genehmigung des Verwaltungsrats.

Die Vertreter der Gemeinden werden im Verhältnis zu der politischen Zugehörigkeit der gesamten Gemeinderäte der Gemeinden, die unter die Zuständigkeit der betreffenden Betriebsfiliale fallen, bezeichnet, und zwar unter Berücksichtigung der eventuellen fakultativen individuellen Listenverbindungs- oder -gruppierungserklärungen. Zur Berechnung dieser Proportionalvertretung wird die Bedeutung einer jeden angeschlossenen Gemeinde im Verhältnis zu der Anzahl Zähler gewichtet, mit denen die Gemeinde versorgt ist.

§ 3 - Der Betriebsrat verfügt über folgende Zuständigkeiten:

a. von Rechts wegen:

— dem Verwaltungsrat einen Aktionsplan vorschlagen, um die Durchführung der Zielsetzungen des Geschäftsführungsvertrags zu garantieren, einschließlich des Entwurfs des jährlichen oder mehrjährigen Programms der Investitionen der Filiale;

— jährlich dem Verwaltungsrat einen Bericht über die Tätigkeiten der Filiale übermitteln;

— die Versorgungsarbeiten bestimmen, die das Jahresprogramm der Filiale darstellen;

— ein Gutachten über die Projekte abgeben, die im Rahmen einer integrierten Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs und der Verbesserung der Qualität des Wassers durchzuführen sind;

— ein Gutachten über die Niederlassung der Dienststellen der Filiale abgeben;

b. durch Übertragung des Verwaltungsrats:

— die von dem Verwaltungsrat bestimmten Aufträge für die Versorgungsarbeiten und für die Lieferungs- und Dienstleistungsaufträge vergeben;

— die Anwerbung der Personalmitglieder im Rahmen der täglichen Verwaltung der menschlichen Ressourcen gemäß den in den Satzungen der Gesellschaft festgelegten Regeln organisieren.

Der Betriebsrat berät über jede Angelegenheit, die ihm vom Verwaltungsrat oder vom leitenden Ausschuss unterbreitet wird.

§ 4. In den Satzungen der Gesellschaft werden die Zusammensetzung und die Modalitäten der Arbeitsweise der Betriebsräte und der Exekutivausschüsse angegeben.»

Art. 20 - Artikel D.373 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 21 - Artikel D.374 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 22 - Artikel D.375 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 23 - Artikel D.376 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 24 - Artikel D.377 desselben Buches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. D.377 - Die Gesellschaft unterliegt der Kontrolle der Regierung durch die Vermittlung zweier Kommissare, die individuell oder gemeinsam handeln.

Die Kommissare der Regierung nehmen an allen Sitzungen des Verwaltungsrats der Gesellschaft teil.»

Art. 25 - Artikel D.378 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 26 - 1° In Artikel D.379 § 1 desselben Buches werden die Absätze 4, 5 und 6 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Zwei der Mitglieder des Kollegiums der Rechnungsprüfer, worunter der Vorsitzende, werden von der Generalversammlung gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt. Ihnen wird die Eigenschaft des Kommissar-Revisors verliehen.

Das dritte Mitglied wird von der Regierung ernannt.

Die Rechnungsprüfer werden für ein erneuerbares Mandat von drei Jahren ernannt.»

2° In § 2 desselben Artikels werden die Wörter "des Kommissar-Revisors" durch die Wörter "der Kommissare-Revisoren" ersetzt.

Art. 27 - 1° In Artikel D.380 § 1 Absatz 3 desselben Buches werden die Wörter "Die Regierung kann Regeln bezüglich der Form und des Inhalts dieser Auflistung und dieses Kommentars verabschieden." gestrichen.

2° In § 2 Absatz 1 desselben Artikels werden die Wörter "dem Bericht des Kommissar-Revisors" durch die Wörter "dem Bericht der Kommissare-Revisoren" und die Wörter "der Kommissare" durch die Wörter "der Kommissare der Regierung" ersetzt.

Art. 28 - 1° In Artikel D.382 § 1 Absatz 2° desselben Buches werden die Wörter "am Kapital der Gewinnsdienststelle und der Verteilungsdienststellen" durch die Wörter "am Kapital der Gesellschaft" ersetzt.

2° Absatz 4 desselben Artikels wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Grundkapitalanteile dürfen nicht veräußert werden. Die anderen Anteile eines Teilhabers dürfen nur an einen anderen Teilhaber veräußert werden.»

3° Absatz 5 desselben Artikels wird außer Kraft gesetzt.

Art. 29 - Artikel D.384 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 30 - Artikel D.385 § 1 Absatz 1 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 31 - In Artikel D.386, Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "am 31. Dezember 2000" gestrichen.

Art. 32 - Artikel D.387 § 3 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 33 - In Artikel D.388 Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "Als Gegenleistung für die Übertragung" durch die Wörter "Als Gegenleistung der Übertragung" und die Wörter "in den Artikeln D.384 bis D.386" durch die Wörter "in den Artikeln D.385 bis D.386" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel D.389 desselben Buches werden die Wörter "in den Artikeln D.384 und D.386" durch die Wörter "in Artikel D.386" ersetzt.

Art. 35 - Artikel D.390 desselben Buches wird außer Kraft gesetzt.

KAPITEL II — Übergangsbestimmungen

Art. 36 - Die in Artikel D.372 des Buches II des Umweltgesetzbuches erwähnten Betriebsräte werden spätestens am 31. März 2007 eingerichtet. Die effektive Ausübung ihrer Zuständigkeiten beginnt an dem vom Verwaltungsrat festgelegten Datum.

Art. 37 - Die durch Erlass der Regierung vom 26. April 2001 ernannten Mitglieder des leitenden Ausschusses bleiben bis zum Ablauf ihres Mandats im Amt. Gegebenenfalls bewahren sie nach Ablauf ihres Mandats ihre Eigenschaft als Personalmitglied der "Société wallonne des eaux".

Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets kann die Regierung ein oder zwei Mitglieder gemäß Artikel D.368 des Buches II des Umweltgesetzbuches für ein Mandat von sechs Jahren ernennen, das ab dem Datum ihrer Ernennung läuft.

Art. 38 - Das am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets in der "Société wallonne des eaux" amtierende Kollegium der Kommissare bleibt bis nach Abschluss der ordentlichen Generalversammlung vom Jahr 2007 im Amt. Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 19. Juli 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2005-2006*
Dokumente des Rats 418 (2005-2006), Nrn. 1 bis 8
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Juli 2006.
Diskussion. Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3441

[2006/202844]

19 JULI 2006. — Decreet tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de "Société wallonne des eaux" (Waalse watermaatschappij)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in Boek II van het Milieuwetboek*

Artikel 1. In artikel D.346, eerste lid, van Boek II van het Milieuwetboek, worden de woorden "Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen (W.M.W.V.)" vervangen door de woorden "Société wallonne des eaux" (Waalse watermaatschappij).

Art. 2. 1° In artikel D.347, eerste lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden "of privaatrechtelijke" geschrapt.

2° Artikel D.347 van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De toetreding van een gemeente tot de maatschappij brengt van rechtswege een exclusieve onttrekking jegens de maatschappij van de bevoegdheid van deze gemeente inzake openbare dienstverlening de waterproductie en/of -distributie op betrokken geografisch grondgebied. »

Art. 3. 1° In artikel D.349, tweede lid, van hetzelfde Boek worden na de woorden "de statuten" de woorden "en de wijzigingen erin" toegevoegd.

2° Artikel D.349, derde lid, van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel D.351 van hetzelfde Boek wordt het woord "publiekrechtelijke" geschrapt.

Art 5. Artikel D.353 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« *Art. D.353. § 1.* De openbare opdrachten die de maatschappij uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest uitoefent, zijn :

1° de waterproductie;

2° de watervoorziening via leidingen;

3° de bescherming van het voor menselijke consumptie bestemde water in het kader van de opdrachten die bij artikel 332, § 2, 2°, aan de "S.P.G.E." worden toevertrouwd;

4° het nakomen van alle verplichtingen voortvloeiend uit wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;

5° het vervullen van elke opdracht die aan de verdelers toevertrouwd wordt in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater.

Om haar opdrachten te vervullen mag de maatschappij de nodige infrastructuur kopen, bouwen, onderhouden, beheren en uitbaten.

Onder infrastructuur wordt o.a. verstaan het geheel van de voorzieningen voor de winning, de aanvoer, de opslag (watertoren, reservoirs,...), de stuwning, het oppompen, de behandeling, de verdeling, de telling en de desbetreffende toebehoren, alsmede de terreinen waarop ze gelegen zijn, met inbegrip van de innemingen van de ondergrond en de erfdienstbaarheden waarvan de maatschappij eigenaar is.

§ 2. De openbare opdrachten die de maatschappij ook buiten het grondgebied van het Waalse Gewest mag vervullen in samenwerking met de bevoegde gewestelijke instellingen, met name het Awex (Waal Exportagentschap) en het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen, zijn :

1° de valorisering van de Waalse knowhow in de sector van de waterproductie en -distributie, zonder industriële, commerciële of financiële risico's te nemen;

2° de dienstverleningen van humanitaire aard of i.v.m. ontwikkelingshulp inzake voorziening en toegang tot drinkwater in het kader van samenwerkingsprogramma's.

§ 3. De maatschappij mag haar openbare opdrachten niet uitvoeren ten nadele van de in het Waalse Gewest gevestigde operatoren die een gelijkaardige activiteit uitoefenen. »

Art. 6. Het opschrift "Onderafdeling I - Definitie en inhoud" van afdeling 3 - Beheerscontract, van hoofdstuk II, titel III, deel III, van hetzelfde Boek wordt geschrapt.

Art 7. Artikel D.354 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. D. 354. — De voorschriften, modaliteiten en doelstellingen volgens dewelke de maatschappij de haar toevertrouwde openbare opdrachten vervult, liggen vast in het beheerscontract dat ze voor vijf jaar met het Waalse Gewest gesloten heeft. »

Art. 8. Het opschrift "Onderafdeling 2 - Sluiting, goedkeuring, einde en hernieuwing" van afdeling 3 - Beheerscontract, van hoofdstuk II, titel III, deel III, van hetzelfde Boek wordt geschrapt.

Art. 9. Artikel D.355 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel D.356 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel D.358 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art 12. Artikel D.361 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. D.361. Na beslissing van de algemene vergadering genomen met tweederdemeerderheid van de uitgebrachte stemmen en voorzover het totaal van de positieve stemmen uitgebracht door de gemeentelijke vennoten de volstreekte meerderheid van de stemmen vertegenwoordigt, kan de maatschappij, onder de door haar bepaalde voorwaarden en met haar uitdrukkelijk akkoord, haar watervoorzieningsinfrastructuur geheel of gedeeltelijk overdragen aan een gemeente of een intercommunale met hetzelfde maatschappelijk doel.

De overdracht wordt aan de goedkeuring van de Waalse Regering onderworpen. De Regering spreekt zich uit binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum waarop ze de aanvraag van de maatschappij in ontvangst neemt.

Als de Regering zich niet uitspreekt binnen die termijn, wordt de overdracht geacht goedgekeurd te zijn. »

Art 13. Artikel D.363, § 3, van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht goedgekeurd te zijn. »

2° § 4 van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« § 4. De vertegenwoordigers van de maatschappij binnen de vennootschappen, verenigingen of instellingen waarin de "S.W.D.E." een participatie heeft genomen, worden door de raad van bestuur aangewezen onder de bestuurders, de leden van het directiecomité en de personeelsleden van de maatschappij. »

3° In § 5, laatste lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal" vervangen door de woorden "lid van het directiecomité".

4° In § 6 van hetzelfde artikel worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« Als de maatschappij beslist om een vennootschap, vereniging of instelling waarin ze een participatie heeft genomen te betrekken bij de uitvoering van haar openbare opdrachten, moet de rechtstreekse of onrechtstreekse participatie van de overheden in die vennootschap hoger zijn dan 50 % van het kapitaal en statutair recht geven op meer dan 50 % van de stemmen en mandaten in al haar organen.

De vennootschap, vereniging of instelling die overeenkomstig het eerste lid belast wordt met de gehele of gedeeltelijke uitvoering van de openbare opdrachten bedoeld in artikel D.353, valt onder de bepalingen van artikel D.348. »

5° § 7 van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Art. 14. 1° In artikel D.365, § 4, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "en aan de raad voor de exploitatie" toegevoegd na de woorden "aan het directiecomité". In punt 2° van het eerste lid van dezelfde paragraaf worden de woorden "alle bevoegdheden" vervangen door het woord "degene".

2° In artikel D.365, § 4, tweede lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden "en de duur ervan" toegevoegd na de woorden "de machtiging slaat".

Art 15. 1° § 1, derde lid, van artikel D.366 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Negen bestuurders worden door de algemene vergadering onder de leden van de raad voor de exploitatie gekozen, naar rato van minstens één bestuurder per bijkantoor opgericht op de datum van hernieuwing van de raad van bestuur.

Acht bestuurders worden door de Regering benoemd, van wie twee op de voordracht van de "S.P.G.E.". »

2° § 2 van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« § 2. De leden van de raad van bestuur benoemd door de Regering worden voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar aangewezen.

Het mandaat van de leden van de raad van bestuur benoemd door de algemene vergadering loopt zes jaar. Ze worden aangewezen op de eerste algemene vergadering na de provincie- of gemeenteraadsverkiezingen. »

3° In § 3 van hetzelfde artikel wordt het woord "evenredig" geschrapt.

4° § 4 van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« § 4. De Regering benoemt een voorzitter onder de leden van de raad van bestuur. De raad van bestuur wijst twee ondervoorzitters aan uit zijn midden. Minstens één van die drie functies is voorbehouden aan een lid van de raad van bestuur dat door de algemene vergadering is gekozen. De regels betreffende hun respectieve bevoegdheden liggen vast in de statuten. »

5° In § 5, tweede lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "De voorzitter" vervangen door de woorden "Elke bestuurder" en worden de woorden "en de personeelsleden van de maatschappij" geschrapt.

6° In § 6, tweede lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "van een Gemeenteraad of burgemeester" vervangen door de woorden "van een gemeenteraad, schepenen of burgemeester".

Art. 16. In artikel D. 368, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "uit een directeur-generaal, die er voorzitter van is, en uit twee adjunct-directeurs-generaal" vervangen door de woorden "uit maximum vijf leden, onder wie een voorzitter".

2° Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De beraadslagingen van het directiecomité worden collegiaal genomen. De modaliteiten voor de goedkeuring van de beslissingen van het directiecomité liggen vast in de statuten van de maatschappij. »

Art. 17. Het opschrift "Onderafdeling 4 - Diensten, adviescomités en zonecomités" van afdeling 6 - Bestuur, van hoofdstuk II, titel III, deel III van hetzelfde Boek wordt vervangen door het opschrift "Onderafdeling 4 - Bijkantoren en raden voor de exploitatie."

Art 18. Artikel D.371 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« *Art. D.371.* Om haar openbare opdrachten i.v.m. waterdistributie te vervullen, richt de maatschappij acht bijkantoren op op het grondgebied dat zij bevoorraadt in één of meer onderstroomgebieden.

De geografische grenzen van de bijkantoren liggen vast in de statuten.

Elke aangesloten gemeente kan onder het rechtsgebied van slechts één bijkantoor ressorteren.

De aansluiting bij een onderstroomgebied als het grondgebied van een gemeente twee of meer onderstroomgebieden bestrijkt, wordt bepaald op grond van het grootste aantal meters.

Het beheer van de aangesloten gemeenten gelegen in de Duitstalige Gemeenschap kan ressorteren onder het rechtsgebied van hetzelfde bijkantoor, alhoewel ze tot verschillende onderstroomgebieden behoren. »

Art 19. Artikel D.372 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« *Art. D.372. § 1.* Elk bijkantoor wordt geleid door een raad voor de exploitatie bestaande uit minstens één lid per gemeente die ressorteert onder het rechtsgebied van bedoeld bijkantoor.

De raad voor de exploitatie kan een uitvoerend comité aanwijzen en hem sommige van zijn bevoegdheden overdragen.

Om zijn beslissingen voor te bereiden, kan de raad voor de exploitatie in zijn midden gespecialiseerde adviescomités oprichten op grond van geografische sectoren die hij vastlegt.

Het dagelijks beheer van elk bijkantoor wordt waargenomen door een lid van het directiecomité dat in naam en voor rekening van het comité handelt. Dat lid staat ook in voor de uitvoering van de beslissingen van de raad voor de exploitatie en van het uitvoerend comité.

Het secretariaat van de raad voor de exploitatie wordt door datzelfde lid waargenomen.

De raad van bestuur van de maatschappij wijst de voorzitter aan onder de leden van de raad voor de exploitatie.

De raad voor de exploitatie wijst de eerste en de tweede ondervoorzitter aan in zijn midden.

§ 2. De gemeenten kiezen hun vertegenwoordigers binnen de raad voor de exploitatie met de instemming van de raad van bestuur, die ook voor de samenstelling van het uitvoerend comité vereist wordt.

De vertegenwoordigers van de gemeenten worden aangewezen naar evenredigheid van de politieke kleur van de gezamenlijke gemeenteraden van de gemeenten die ressorteren onder bedoeld bijkantoor, rekening houdende met de eventuele individuele facultatieve verklaringen van lijstverbinding of hergroepering. Bij de berekening van de evenredigheid wordt de waarde van elke gemeentelijke vennoot gewogen naar gelang van het aantal bediende meters op het grondgebied van de gemeente.

§ 3. De raad voor de exploitatie beschikt over de volgende bevoegdheden :

a. van rechtswege :

— de overlegging van een actieplan aan de raad van bestuur om de verwezenlijking van de doelstellingen van het beheerscontract te waarborgen, met inbegrip van het ontwerp van jaarlijks of meerjareninvesteringsprogramma van het bijkantoor;

— het jaarlijks overmaken aan de raad van bestuur van een verslag over de activiteiten van het bijkantoor;

— de bepaling van de distributiewerken die het jaarlijks werkenprogramma van het bijkantoor uitmaken;

— adviesverlening i.v.m. projecten die gevoerd moeten worden in het kader van een geïntegreerd beheer van de waterkringloop en van de verbetering van de waterkwaliteit;

— adviesverlening i.v.m. de vestiging van de diensten van het bijkantoor;

b. bij volmacht van de raad van bestuur :

— de gunning van opdrachten voor aanneming van distributiewerken, leveringen en diensten bepaald door de raad van bestuur;

— de organisatie van de werving van personeelsleden in het kader van het dagelijks beheer van de menselijke hulpbronnen en overeenkomstig de regels die in de statuten van de maatschappij vastliggen.

De raad voor de exploitatie beraadslaagt over elk vraagstuk dat hem wordt voorgelegd door de raad van bestuur of het directiecomité.

§ 4. De samenstellingen en de werkingsmodaliteiten van de raden voor de exploitatie en de uitvoerende comités worden nader bepaald in de statuten van de maatschappij. »

Art. 20. Artikel D.373 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel D.374 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel D.375 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 23. Artikel D.376 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art 24. Artikel D.377 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« *Art. D.377.* De Regering oefent controle uit op de maatschappij door tussenkomst van twee commissarissen die individueel of gezamenlijk handelen.

De regeringscommissarissen wonen alle vergaderingen van de raad van bestuur van de maatschappij bij. »

Art. 25. Artikel D.378 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 26. 1° In artikel D.379, § 1, van hetzelfde Boek worden het vierde, het vijfde en het zesde lid vervangen als volgt :

« Twee leden van het college van commissarissen, onder wie de voorzitter, worden door de algemene vergadering benoemd onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen. Ze hebben de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

Het derde lid wordt door de Regering benoemd.

De commissarissen worden benoemd voor een verlengbare termijn van drie jaar. »

2° In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "van de bedrijfsrevisor" vervangen door de woorden "van de bedrijfsrevisoren".

Art. 27. 1° In artikel D.380, § 1, derde lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "De Regering kan regels vastleggen i.v.m. de vorm en de inhoud van de samenvattende staat en het commentaar" geschrapt.

2° In § 2, eerste lid, van hetzelfde artikel worden de woorden "het verslag van de bedrijfsrevisor" vervangen door de woorden "het verslag van de bedrijfsrevisoren" en worden de woorden "commissarissen" vervangen door de woorden "Regeringscommissarissen".

Art. 28. 1° In artikel D.382, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "in het kapitaal van de productiedienst en de distributiediensten" vervangen door de woorden "in het kapitaal van de maatschappij".

2° Het vierde lid van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« De aandelen tot kapitaalvorming mogen niet afgestaan worden. De overige aandelen van een vennoot mogen alleen aan een andere vennoot worden afgestaan. »

3° Het vijfde lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Art. 29. Artikel D.384 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel D.385, § 1, eerste lid, van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 31. In artikel D.386, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "op 31 december 2000" geschrapt.

Art. 32. Artikel D.387, § 3, van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 33. In artikel D.388, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "Als compensatie voor de overdracht" vervangen door de woorden "Ter compensatie van de overdracht" en worden de woorden "in de artikelen D.384 tot D.386" vervangen door de woorden "in de artikelen D.385 tot D.386".

Art. 34. In artikel D.389 van hetzelfde Boek worden de woorden "in de artikelen D.384 en D.386" vervangen door de woorden "in artikel D.386".

Art. 35. Artikel D.390 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 36. De raden voor de exploitatie bedoeld in artikel D.372 van Boek II van het Milieuwetboek worden uiterlijk 31 maart 2007 ingesteld. Ze beginnen hun bevoegdheden effectief uit te oefenen op de datum vastgelegd door de raad van bestuur.

Art. 37. De leden van het directiecomité benoemd bij het besluit van de Regering van 26 april 2001 blijven hun functie uitoefenen tot de einddatum van hun mandaat. Desgevallend behouden ze de hoedanigheid van personeelslid van de "Société wallonne des eaux" op de vervaldatum van hun mandaat.

De Regering kan vanaf de inwerkingtreding van dit decreet één of twee leden van het directiecomité van de "Société wallonne des eaux" benoemen voor een termijn van zes jaar, die ingaat op de datum van hun benoeming, overeenkomstig artikel D.368 van Boek II van het Milieuwetboek.

Art. 38. Het college van commissarissen in functie bij de "Société wallonne des eaux" op de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt gehandhaafd tot na afloop van de gewone algemene vergadering van 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 418 (2005-2006), nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 juni 2006.

Bespreking. Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3442

[2006/202843]

13 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, fixant les modalités du droit d'accès à l'information en matière d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil, du 28 janvier 2003, concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la Directive 90/313/CEE du Conseil;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, tel que modifié par le décret du 16 mars 2006 et notamment de l'article D.20-4, alinéa 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 avril 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 31 mai 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;